

SOMMET AFRIQUE – FRANCE

**CINQ PROPOSITIONS  
DES SOCIÉTÉS  
CIVILES AFRICAINES  
POUR DE NOUVELLES  
RELATIONS ENTRE  
LES PAYS AFRICAINS  
ET LA FRANCE**

Du 7 au 9 Octobre 2021 à Montpellier

Si Emmanuel Macron se vante d'inviter les sociétés civiles dans un format renouvelé, de nombreux défenseurs et défenseuses des droits d'Afrique francophone appellent à ne pas s'arrêter aux beaux discours et proposent 5 mesures pour de nouvelles relations entre la France et leurs pays.



DU 7 AU 9 OCTOBRE, SE TIENT À MONTPELLIER UN SOMMET AFRIQUE-FRANCE QUI AMBITIONNE DE « REFONDER LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE ». CE SOMMET SE VEUT OUVERT AUX ACTEURS DU CHANGEMENT, SELON LES EFFETS D'ANNONCE DU PRÉSIDENT MACRON. MAIS NÉGLIGE LES SOCIÉTÉS CIVILES ENGAGÉES SUR LES PROBLÈMES DE FOND AU CŒUR DES INÉGALITÉS CRIANTES ET DU PILLAGE DES PAYS DU CONTINENT AFRICAIN.

CONFRONTÉ·E·S À CE CONSTAT, NOUS, ACTEURS ET ACTRICES DES SOCIÉTÉS CIVILES D'AFRIQUE FRANCOPHONE, ATTACHÉES À LA FRANCE, APPELONS M. MACRON ET SON GOUVERNEMENT À NE PAS S'ARRÊTER AUX DISCOURS, POUR ENTAMER UN RÉEL DIALOGUE AVEC LES SOCIÉTÉS CIVILES DE NOS PAYS. NOUS PROPOSONS 5 MESURES POUR DE NOUVELLES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET NOS PAYS.



## DÉNONCER LES DYSFONCTIONNEMENTS DÉMOCRATIQUES QUI VONT À L'ENCONTRE DU RESPECT DES DROITS HUMAINS

Il nous est difficile de supporter la formidable hypocrisie des discours de légitimation des dictatures africaines que l'on entend encore, trop souvent, des autorités françaises et dans les chancelleries. Si l'on n'ose plus y affirmer publiquement que « l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie » (comme Jacques Chirac en 1986), on continue, incidemment, à poser la question : « Y a-t-il une alternative crédible ? ». Comme si c'était à Paris qu'il revenait de juger de la crédibilité et de la légitimité des sociétés civiles en Afrique !

Plutôt que d'essayer de poursuivre sans cesse des partenariats économiques, sécuritaires et politiques avec des régimes illégitimes, le pays dit « des droits de l'homme » doit au contraire condamner publiquement et rapidement toutes les tentatives de « coups d'état » dans les pays africains (qu'elles soient militaires ou constitutionnelles). Chaque fois que nécessaire, adopter des positions communes fortes aux Nations Unies pour établir un régime de sanctions efficace à l'égard des responsables de gouvernements qui se maintiennent ainsi au pouvoir.



## RESTRUCTURER LES DETTES SOUVERAINES ET FINIR AVEC L'OPACITÉ

Il n'est pas acceptable que la France continue à octroyer des prêts à des États dont les dirigeants font main basse sur les fonds publics, détournant ainsi les capitaux issus de l'endettement auprès de la France et d'autres pays. Le remboursement de cette dette indigne et illégitime ne doit pas être exigé aux peuples africains à qui elle ne profite pas !

Au contraire, la France doit promouvoir au niveau international (ONU), la mise en place d'un mécanisme multilatéral de restructuration des dettes souveraines. Une instance indépendante des créanciers, transparente et contraignante, qui donne la priorité aux droits humains et à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations.

Pour nous soutenir efficacement dans la lutte contre la corruption qui sape le pacte social et la possibilité de démocraties stables, la France doit œuvrer activement pour la fin de l'opacité sur les bénéficiaires des sociétés. Cela passe par un engagement véritable au niveau Européen et mondial pour la mise en place et le développement de registres facilement accessibles, en promouvant ainsi la transparence sur l'origine des créances et l'information à destination des citoyens et des citoyennes.



## NON AU TOUT SÉCURITAIRE ET À L'INGÉRENCE COLONIALISTE

Ce sommet arrive dans un contexte géopolitique extrêmement tendu, où le sentiment anti-français (dans une large mesure lié au rejet des politiques néocoloniales de la Françafrique) grandit dans l'ensemble des pays d'Afrique francophone.

Pour lutter activement contre ce ressentiment, plutôt que de centrer son action sur le seul plan « sécuritaire », la France doit s'assurer de la transparence de ses ventes d'armes et de sa coopération militaire et policière avec les États africains.

Il est urgent d'interdire l'exportation de matériel de surveillance et de sécurité à destination des régimes susceptibles de l'utiliser dans la répression de manifestations pacifiques ou dans la neutralisation des activités associatives et politiques. Les interventions armées de la France doivent se faire uniquement sous l'égide de l'ONU car, venant de l'ancienne puissance coloniale, il n'est plus tolérable d'entendre encore dire que le Sahel « c'est notre frontière sud » (Le Drian, Janvier 2020).

## APPUYER LES ACTEURS ET ACTRICES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES DÉFENSEURS ET DÉFENSEUSES DES DROITS

La France peut et doit encourager et protéger les acteurs de la société civile et les défenseurs des droits. Pour ce faire, il faut renouer un dialogue régulier avec les organisations des sociétés civiles locales (dans toute leur diversité) et soutenir de manière concrète celles engagées pour la promotion de la démocratie, la défense des droits et la liberté d'expression.

Or, l'État français est très en retard lorsqu'il s'agit d'offrir refuge aux membres des sociétés civiles africaines et leurs familles en cas de menaces ou de persécutions. Les politiques migratoires actuelles rendent très difficiles voire pratiquement impossibles l'accès à l'espace Schengen pour la majorité des Africain·e·s mais également pour une bonne partie d'acteurs et actrices du changement. La mise en place de villes refuge et de fonds de soutien d'urgence pour tous les défenseurs et défenseuses des droits doit être une priorité.



## APPUYER LA JEUNESSE À TRAVERS LE SOUTIEN AUX INITIATIVES DES SOCIÉTÉS CIVILES AUTOUR DE L'ÉDUCATION NON-FORMELLE

Enfin, il ne saurait être question de promouvoir la démocratie en Afrique sans un appui clair et conséquent aux systèmes éducatifs pilotés par les États africains, mais aussi à l'éducation non formelle portée par les organisations de la société civile. Souvent évoqués comme une « bombe démographique », les jeunes africain·e·s sont une chance pour le continent, ils sont les leaders de demain et doivent être soutenus concrètement dans leurs actions de transformation sociale.



Ce document est issu d'une réflexion entre plusieurs représentant·e·s des sociétés civiles des pays de l'Afrique Francophone (Bénin, Congo, Gabon, Guinée, Niger, RCA, Tchad et Togo). Il a été coordonné par le CRID ([www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)) et Tournons la Page ([tournonslapage.org](http://tournonslapage.org)).